COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lundi 6 octobre 2025

Business France en danger : le CSE tire la sonnette d'alarme

Le Comité Social et Économique (CSE) de Business France a déclenché son droit d'alerte économique pour pointer une situation budgétaire critique menaçant l'avenir de l'agence nationale chargée de l'internationalisation de l'économie française. Malgré une gestion saluée par la Cour des comptes et un modèle économique performant, Business France fait face à une baisse inédite de ses subventions publiques, estimée à près de 20 % en un an.

À quatre jours du Conseil Présidentiel sur le Commerce Extérieur, le CSE de Business France lance une alerte économique pour . Une réduction brutale de sa subvention compromet la capacité de l'agence à remplir ses missions essentielles : soutien aux PME et ETI à l'export, accompagnement des investissements étrangers, organisation des Pavillons France sur les salons internationaux. À titre d'exemple, la France comptera seulement 160 exposants à l'ANUGA 2025, le grand salon international agroalimentaire, contre 904 pour l'Italie.

Le CSE souligne que Business France qui s'autofinance à 57%, reverse chaque année au budget de l'État davantage qu'il ne reçoit en subventions, et génère des retombées fiscales positives grâce à ses actions. Pourtant, l'État remet en cause les engagements pris dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2023-2026, fragilisant la pérennité de l'agence et ses capacités à jouer son rôle au profit des exportateurs français, des territoires, et sa contribution à l'économie française.

Face à cette impasse, le CSE appelle le Conseil d'administration de l'agence à défendre une vision stratégique de long terme, fondée sur la reconnaissance du rôle de Business France comme instrument de souveraineté économique, d'influence internationale et de résilience compétitive. Il demande une étude d'impact sur les recettes fiscales générées par les missions de l'agence, afin de rétablir un pilotage budgétaire cohérent, inscrit dans une réelle stratégie de redressement des comptes et de politique étrangère ambitieuse.

Affaiblir l'actif stratégique que représente Business France pour l'État, c'est risquer d'accentuer un décrochage de la France sur la scène internationale, alors que les pays européens investissent massivement dans leurs opérateurs publics pour faire face aux enjeux géoéconomiques (droits de douanes américains et afflux des exportations chinoises).

Contacts :
Dominique Picard, Secrétaire du CSE de Business France
Tél : 06 50 41 99 16 - dominique.picard@businessfrance.fr

Matthieu GARCIA – Délégué syndical UNSA Business France –
matthieu.garcia@businessfrance.fr

Alain CIMAZ – Représentant syndical FO Business France – alain.cimaz@businessfrance.fr